

M. Baker (Grenville-Carleton): Et le gouvernement ne serait plus au pouvoir.

M. Stanfield: Ce sont des milliards qui sont en jeu. Pensez aux pressions exercées sur le travailleur canadien par la hausse des prix, les cotisations d'assurance-chômage et les impôts de toutes sortes. Lorsque le gouvernement impose aux Canadiens un programme de réglementation en leur demandant d'accepter certaines restrictions sur leur rémunération ou leurs salaires, je ne peux m'empêcher de me demander si le gouvernement est disposé lui-même à s'engager à ne pas grever davantage le contribuable pendant toute cette période de restrictions.

● (1520)

Dans le Livre blanc, le gouvernement déclare de manière ambiguë qu'il est important d'aligner le montant de ses dépenses sur celui du produit national brut, déclaration qui ne veut rien dire du tout. Quand on demande aux Canadiens d'adopter un programme de restrictions pendant trois, quatre ans ou peut-être plus, ils ont le droit qu'on leur dise fermement quelles réductions budgétaires le gouvernement est disposé à s'imposer, avant de leur mettre la main au portefeuille et de leur soutirer encore davantage de revenus déjà en baisse. Vous devez penser aux sacrifices que le gouvernement demande à l'individu de consentir. Comment peut-on tant demander d'une part et être assuré de si peu de l'autre?

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Ce n'est pas ainsi qu'on encouragera les gens à collaborer et à appuyer le programme. C'est au contraire le meilleur moyen de les inciter à lui résister, ce qui est tout le contraire du but recherché. Le seul exemple que nous donne le gouvernement dans ce domaine c'est d'imposer des restrictions au programme d'assurance-maladie, en décidant de manière unilatérale d'établir un plafond de dépenses, ce qui revient à passer ainsi le fardeau aux provinces, plutôt que de s'efforcer à exercer davantage de contrôle au sein du programme. Cette solution unilatérale se trouve imposée aux provinces.

Quant à convaincre la population que le gouvernement entend se serrer la ceinture, ce sera très difficile. Tous ceux qui se souviennent bien de la publicité libérale faite à la télévision au cours de la campagne électorale de 1974 pourront être portés à se dire que les spectres de tous ces poulets asphyxiés sont revenus les hanter.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Le premier ministre (M. Trudeau) lance maintenant des phrases comme «vivre au-dessus de nos moyens» en sermonnant, menaçant et exhortant la population. C'est intéressant. Il est très intéressant de voir qu'il néglige de mentionner qu'avant l'arrivée au pouvoir de son administration, les Canadiens se fiaient généralement au gouvernement fédéral pour qu'il leur dise quels étaient leurs moyens. Le premier ministre parle des gens qui exigent des services du gouvernement et, du même souffle, de leadership. En 1974, il a fait pour 4 à 5 milliards de dollars de promesses, en parlant tout ce temps de leadership. En 1972, il a parlé de bonbons et de nanans.

Son gouvernement a changé tout le sens des responsabilités en administrant les moyens des Canadiens. Il a trahi l'essence du leadership économique fédéral. Il a presque enlevé son sens au mot même. Ce que le gouvernement fait maintenant n'est pas du leadership. C'est purement et simplement une réaction désespérée. Que le désespoir se

Dépenses gouvernementales

soit plus vivement fait sentir au sujet de l'économie du pays ou d'un vote qui pourrait avoir lieu à un congrès libéral, je ne sais pas.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Cela montre que je ne suis guère disposé à me fier à sa sincérité. Quels sont ces moyens selon lesquels nous devons vivre? Le gouvernement ne veut même pas révéler aux députés et aux Canadiens l'état actuel de notre déficit national. Je prétends qu'il ne veut pas le révéler non pas qu'il ne puisse pas le faire. Quand je dirigeais le gouvernement provincial, je n'avais aucun moyen aussi perfectionné que ceux que le gouvernement a à sa disposition pour obtenir une idée générale du bilan de l'année. Par conséquent, aucun député de l'opposition ne peut prétendre ignorer les dernières prévisions au sujet du déficit budgétaire.

Comment peut-on faire confiance au gouvernement qui refuse de dire dans quelle mesure il vit au-dessus de ses moyens, mais qui prétend que nous devons apprendre à vivre selon les nôtres, quand en somme c'est nous qui lui passerons ses moyens? Certains prétendent que le déficit pour l'année financière en cours sera de 7 milliards de dollars ou plus, tandis que d'autres, qui semblent bien informés, prétendent que le déficit pour la prochaine année financière sera sensiblement plus élevé. Et nous ne pouvons obtenir de réaction du ministre.

Les New-Yorkais, eux, savent au moins à quoi s'en tenir. À l'heure actuelle, les Canadiens n'ont même pas un indice. Le gouvernement les menace de mesures économiques encore plus sévères s'ils ne veulent pas vivre selon leurs moyens. Or, ce gouvernement, qui lève les impôts, ne rendra des comptes que plus tard aux contribuables. Il leur demande d'adopter un programme aujourd'hui, mais il ne leur fournira des explications que plus tard. Cette attitude même tourne en dérision les exhortations du premier ministre à changer de mentalité. Le premier ministre donne l'impression qu'il lui importe vraiment peu de gouverner une société libérale ou une société autoritaire. Le sort de la société juste semble devenu une simple question théorique.

Il faut changer cette impression et il n'y a pas d'autre moyen de le faire que de changer la situation. Le gouvernement a finalement reconnu que le problème des revendications inflationnistes au Canada s'alimente lui-même. Il a enfin abandonné le mythe selon lequel notre problème est pour une bonne part un problème international, donc, indépendant de notre action. Ayant fait ce pas géant dans le réalisme, après avoir pendant deux ans nié l'évidence et les indicateurs, il ne peut s'arrêter à mi-chemin s'il veut mériter la confiance. Une vérité partielle n'est tout simplement pas suffisante. C'est la vérité et rien que la vérité qu'il nous faut pour croire en ces gens-là, qui ont dit tant de choses pour saper les fondements de leur crédibilité qu'ils ne peuvent plus se permettre aujourd'hui de ne pas être toute franchise.

Lorsque le premier ministre parle de la révolution des aspirations, il devrait avec la même honnêteté faire état de la crise de la crédibilité que son parti et son administration ont fait naître à l'égard du Parlement, du gouvernement et du processus politique dans son ensemble. Le gouvernement a beau se chercher des excuses, les Canadiens ne lui pardonneront pas ses renversements d'opinion, ses revirements et ses volte-face. Voici ce que le ministre des Finances a dit lorsqu'il a célébré sa victoire dans sa circonscription de Rosedale, le 8 juillet 1974: